

LES COOKIES VOUS PERMETTENT DE BÉNÉFICIER DE NOMBREUSES FONCTIONNALITÉS AFIN D'AMÉLIORER VOTRE EXPÉRIENCE SUR LE SITE DU HUFFINGTON POST. EN UTILISANT CE SITE, VOUS ACCEPTEZ DE RECEVOIR DES COOKIES CONFORMÉMENT À NOTRE POLITIQUE SUR LES COOKIES. POUR EN SAVOIR PLUS, [CLIQUEZ ICI](#).

5 décembre 2013

HUFFPOST C'EST LA VIE

OÙ EST PASSÉE L'ÉCOLOGIE ?

Prostitution: et si 2013 devenait en France l'année du retour au bon sens ?

Publication: 11/01/2013 10h27

Par Antoine, chanteur, navigateur, réalisateur, défenseur de la nature, et, 45 ans après avoir réclamé en chanson "la pihule dans les Monoprix", défenseur des droits des personnes qui se prostituent de leur plein gré.
Eternel voyageur, réalisateur de documentaires, j'ai la chance de pouvoir observer dans de nombreux pays du monde la libéralisation qui touche des domaines où nous avons hélas tendance en France à rester très dogmatiques ; c'est dans cet esprit que vous m'avez peut-être vu et entendu m'exprimer sur le thème de la prostitution, demandant que l'on mette fin à l'hypocrisie qui l'entoure. Invité sur de nombreux plateaux de télévision pour présenter mon livre *Délivrez-nous des dogmes* (1), j'ai été impressionné de la chaleur de l'accueil que m'ont fait les plus grands journalistes et animateurs, autant de femmes que d'hommes, qui tous partageaient mon souhait de voir le débat dans ce domaine revenir enfin à la raison, quitter le domaine des mythes et des stéréotypes.

Et si 2013 devenait en France l'année du retour au bon sens? De l'abandon des démarches dogmatiques qui ne causent que du malheur? Toujours à l'affût de signes positifs, j'en ai relevé deux, de premier ordre, dans l'actualité récente: en décembre dernier, tout d'abord, alors que les mouvements qui prétendent qu'il soit possible et nécessaire d'un jour "faire disparaître" la prostitution font toujours référence à la solution répressive choisie par la Suède. Or, son voisin le plus proche, le Danemark, après avoir étudié le bilan du "modèle nordique", ce pays a décidé de ne pas le suivre, car il n'améliorerait en rien la situation des *sexworkers*, et a renoncé à pénaliser le recours à la prostitution; une étude financée en 2010 par le gouvernement danois avait clairement conclu que "la prostitution ne peut pas être traitée comme une entité monolithique et homogène" et que "de nombreux travailleurs sexuels ont choisi leur profession, ils n'y ont pas été contraints."

Et puis à quelques jours des fêtes, c'est le gouvernement français qui a publié un rapport révélateur de l'Inspection Générale des Affaires sociales, qui, pour la première fois en France, abordait sans a priori le problème, et déclarait à son tour "qu'il n'y a pas une mais des prostitutions" et que "les seules données disponibles (ne concernent) que la seule prostitution de rue, et ne saurai(en)t être extrapolé(es)", infirmant en cela les chiffres alarmistes proclamés par les abolitionnistes. "La commission a relevé des degrés très variables dans la contrainte ou au contraire dans la liberté" et choisi de souligner la part de libre arbitre dans le choix de cette profession, utilisant le terme "personnes qui se prostituent" plutôt que le passif "personnes prostituées"; ces conclusions convergent avec la position du Syndicat des Travailleurs Sexuels, le Strass, et avec celles que j'exprime dans mon livre, et c'est à les faire connaître que je m'appliquerai dans les mois à venir dans les colonnes du *Huffington Post*, afin de jeter une lumière nouvelle et constructive sur certains mythes et idées reçues à propos du travail des personnes -nombreuses- qui se prostituent de leur plein gré.

Dans cette première tribune, j'aimerais revenir simplement sur la position abolitionniste de la France: le rapport parlementaire de 2011 déclarait en la matière: "La France est devenue abolitionniste en ratifiant la Convention de l'ONU de 1949 pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui". Une convention présentée par le rapport comme un grand accord international, incontournable et respecté par la majorité des pays: il n'en est rien. Outre le fait que cette convention date d'une époque où sexualité hors mariage, homosexualité, contraception, avortement étaient des délits, seuls 30 à 40% des pays, de petits pays pour la plupart, l'ont ratifiée (en comparaison, la Convention sur les droits de l'Enfance a été ratifiée par 191 pays sur 192).

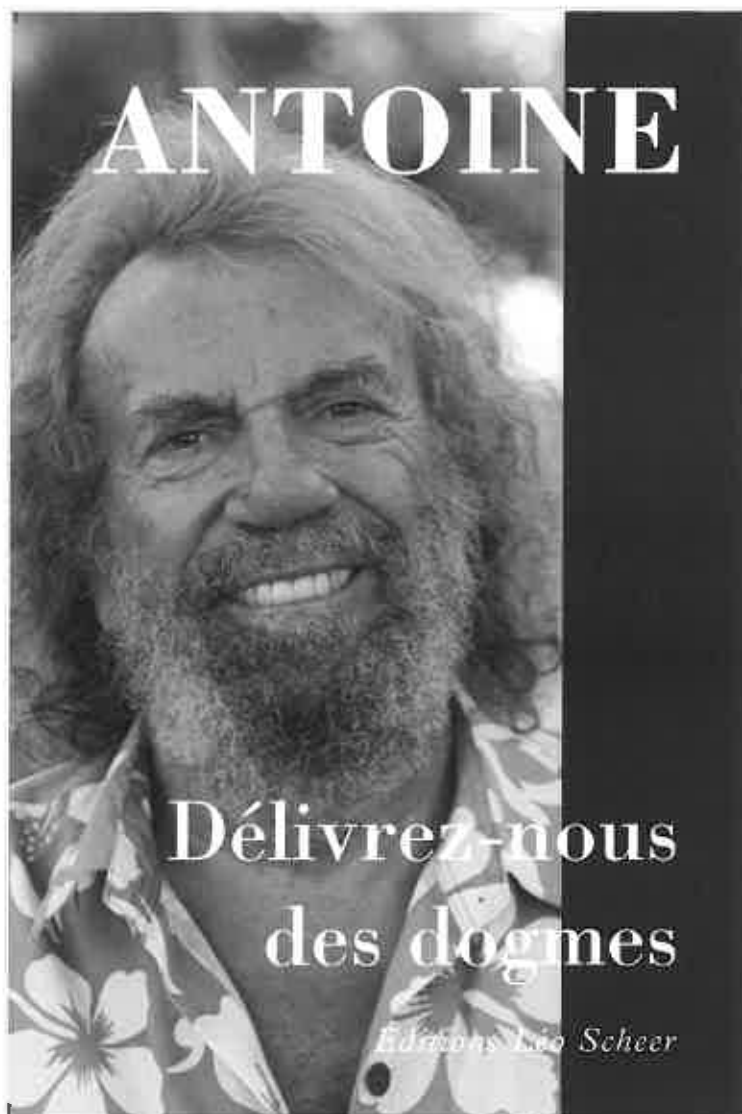
Pratiquement aucun grand pays démocratique au monde, Royaume-Uni, Allemagne, Australie, ne l'a ratifiée. Les quelques pays d'Europe qui l'ont fait, comme la Belgique ou l'Espagne, ne la respectent absolument pas: on peut comprendre cette réticence mondiale, quand on étudie le sort injuste et détestable que cette convention réserve aux personnes exerçant un métier au demeurant parfaitement légal, puisque la convention ne condamne que "l'exploitation de la prostitution d'autrui". En réalité, tout en l'autorisant, la convention édicte une série de principes visant à rendre l'exercice de la prostitution impossible, à commencer par l'interdiction la plus inhumaine, celle faite à toute personne de vendre ou de louer un appartement ou une maison pour qu'y soit exercé ce métier. Imaginez que l'on dise aux boulangers: "Vous avez le droit de faire du pain, mais pas le droit de louer ou d'acheter une maison pour y installer votre entreprise, vous ferez votre pain sous la pluie et dans le froid, dans la rue, où tout le monde pourra venir vous voler et vous menacer."

En réalité, les mouvements abolitionnistes, qui prétendent vouloir venir en aide aux prostitué(e)s, sont en très grande part responsables de l'ensemble des maux, violence, précarité, vulnérabilité à l'exploitation, stigmatisation, qui frappent cette profession. Quand ces mouvements cherchent à vous apitoyer en dénonçant les terribles conditions de travail des prostituées, les attaques dont elles sont victimes, leur espérance de vie plus courte que celle des autres personnes, ils oublient de dire que ce sont eux, et les règlements prohibitionnistes qu'ils ont érigés et qu'ils proposent encore d'aggraver, qui sont la cause directe de toutes ces souffrances.

Rejetée par l'essentiel des pays qui nous entourent, l'abolitionnisme est une doctrine obsolète, née du rêve de l'épouse d'un pasteur de l'ère victorienne, attisée après-guerre par les forces les plus conservatrices et votée sous de Gaulle (2), déclarée "inappropriée" par le Parlement européen, puis ranimée grâce aux financements du gouvernement Bush (3), qui nous est présentée aujourd'hui par un gouvernement de gauche comme un système révolutionnaire...

De nombreux pays, comprenant au contraire que, loin d'être un "fléau", la prostitution possédait une vraie valeur sociale, ont choisi, l'un après l'autre, de la légaliser d'une façon ou d'une autre. Dans une prochaine tribune, je vous proposerai d'examiner pays par pays la puissante libéralisation des lois sur la prostitution depuis quelques dizaines d'années à l'œuvre dans une grande partie du monde, en particulier dans la quasi-totalité des pays qui nous entourent.

En attendant, je vous invite à trouver des réflexions sur ce sujet, et les témoignages de centaines de personnes, dont de nombreuses personnalités, qui partagent mon opinion, sur mon blog www.lesartsdulit.org (si ce sont plutôt mes voyages qui vous intéressent - je vous en parlerai aussi parfois dans ces tribunes- vous les retrouverez sur www.antoine.tv).



(1) L'éditeur, Leo Scheer, en a remis à ma demande un exemplaire à chacun des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat, qui l'ont trouvé dans leur casier postal à la reprise des débats après les vacances de fin d'année.

(2) La France avait d'ailleurs mis plus de dix ans, et attendu le retour au pouvoir, en 1958, du Général de Gaulle et de son épouse, la très rigide "Tante Yvonne" pour ratifier cette convention.

(3) Refusés à toute organisation ne se déclarant pas opposée à toute forme de travail sexuel.

Actuellement, **59 personnes** discutent de ce sujet dans **156 commentaires**

250
mots

Sélectionné Plus récent Plus ancien Les favoris

ContributeurHumaniste
2 Fans

2

La prostitution n'est pas un choix pour la TRÈS GRANDE MAJORITÉ des personnes prostituées, mais un esclavage organisé par des proxénètes ou des réseaux mafieux (suivant les études, de 85% à 97% sont sous la contrainte de proxénètes). Mettre en avant le choix de la toute petite minorité, est criminel, car pour la TRÈS GRANDE MAJORITÉ, ce n'est que violence, souffrance, et esclavage pour enrichir des